

Règlement concernant les

émoluments

pour

**la commune municipale
de Malleray**

Table des matières

I. GENERALITES	3
1. OBJET	3
2. CALCUL	3
3. PERSONNE ASSUJETTIE.....	4
4. PERCEPTION	4
II. EMOLUMENTS	5
1. DROITS DES PERSONNES, DE LA FAMILLE, DES SUCCESSIONS.....	5
2. CONTROLE DES HABITANTS	6
3. POLICE LOCALE	7
4. CONSTRUCTIONS.....	9
· Demandes de permis de construire et questions préalables	9
· Contrôle des constructions.....	11
· Autres frais	11
· Mise au courant des parcelles cadastrales.....	12
5. IMPOTS.....	12
6. EMOLUMENTS DIVERS.....	12
III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.....	13
IV. CERTIFICAT DE DEPOT.....	15

I. Généralités

1. Objet

Principe

Art. 1¹ La commune perçoit des émoluments pour les prestations énumérées dans le présent règlement.

² Elle facture en outre les débours nécessaires pour les frais de port et de téléphone, l'indemnisation de ses dépenses, les honoraires d'experts et les frais de publication.

³ Les réglementations en matière d'émoluments figurant dans des règlements spéciaux et les dispositions cantonales en matière d'émolument directement applicables sont réservées.

2. Calcul

Couverture des frais, proportionnalité

Art. 2¹ Dans la mesure du possible, chaque émolument doit être calculé de sorte que les recettes (émoluments et débours) couvrent les dépenses consacrées à l'indemnisation des membres du personnel et aux infrastructures nécessaires (150% de la somme des salaires bruts du personnel qualifié en conséquence).

² L'ensemble des revenus d'une branche de l'administration ne dépassera pas la totalité des charges.

³ Tout émolument est proportionnel au cas auquel il s'applique.

Type de calcul

Art. 3 Les émoluments sont calculés en fonction du temps employé ou de manière forfaitaire.

Emoluments selon le temps employé

Art. 4¹ L'émolument selon le temps employé indemnise le travail effectué par le personnel et les frais d'infrastructure.

² Les émoluments selon le temps employé sont répartis en deux catégories, en fonction de la prestation qui aura été fournie:

- a) pour une prestation administrative normale: émolument I,
- b) pour une prestation administrative requérant une qualification spéciale: émolument II.

³ Les émoluments selon le temps employé sont calculés en fonction du temps nécessaire pour accomplir la prestation requise. Le temps employé est inscrit dans un rapport.

⁴ Le conseil municipal fixe le seuil à partir duquel un émolument doit être perçu.

Emoluments forfaitaires

Art. 5¹ Les émoluments calculés de manière forfaitaire indemnisent un service, indépendamment du coût et du travail engendrés.

² Dès que l'indice national des prix à la consommation (INPC) augmente

de plus de dix points, le conseil communal adapte l'émolument forfaitaire au renchérissement. Cette adaptation se fonde sur l'INPC valable au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement.

3. **Personne assujettie**

Art. 6 Est assujettie au paiement d'émoluments et de débours toute personne qui requiert ou occasionne une prestation en vertu du présent règlement.

4. **Perception**

Remise des émoluments

Art. 7 Si la perception des émoluments entraîne une rigueur excessive pour la personne assujettie, le conseil communal peut y renoncer en partie ou en totalité.

Encaissement

Art. 8¹ La commune facture immédiatement et en totalité les créances arrivées à échéance.

² La commune peut envoyer une sommation à la personne assujettie.

³ Si celle-ci ne s'acquitte pas de la somme due, la commune rend une décision en matière d'émoluments et de débours.

⁴ Dès que la décision est entrée en force, la commune poursuit la personne assujettie.

Avance de frais

Art. 9 La commune peut requérir une avance de frais d'un montant approprié avant d'accomplir la prestation demandée.

Avertissement

Art. 10 S'il est probable que l'accomplissement d'une prestation nécessitera une somme de travail particulièrement importante, il convient d'en avertir la personne assujettie avant de poursuivre plus avant le traitement de l'affaire et de la consulter s'agissant de la suite de la procédure.

Echéance

Art. 11 Les émoluments sont échus une fois la prestation fournie.

Délai de paiement

Art. 12 Le paiement des émoluments est échu dans un délai de 30 jours à compter de leur facturation.

Intérêt moratoire

Art. 13 Un intérêt moratoire correspondant à la valeur du taux d'intérêt moratoire fixé par le Conseil-exécutif en matière fiscale ainsi que les émoluments d'encaissement sont dus dès que le délai de paiement est échu.

Prescription

Art. 14¹ La prescription des émoluments est de cinq ans à compter de leur exigibilité.

² La prescription est interrompue par tout acte visant à recouvrer la créance.

³ Par ailleurs, les dispositions du Code des obligations suisse sont applicables par analogie pour l'interruption de la prescription.

⁴ La prescription est suspendue si la personne assujettie n'est pas domiciliée en Suisse ou ne peut, pour d'autres motifs, être poursuivie en Suisse.

II. Emoluments

1. *Droits des personnes, de la famille, des successions*

Droit des personnes	Art. 15 Extrait du registre des ressortissants à usage non officiel requérant à but lucratif requérant à but non lucratif	10 cts par adresse gratuit
Droit de la famille	Art. 16 Affaires tutélaires: est applicable pour les émoluments communaux:	Ordonnance concernant les émoluments des autorités de tutelle (RSB 213.361)
Droit des successions	Art. 17 ¹ Apposition, levée des scellés ² Conservation de testaments avec accusé de réception ³ Invitation à l'ouverture d'un testament ⁴ Ouverture d'un testament avec certificat ⁵ Extrait de testament ⁶ Attestation de non remise d'un testament ⁷ Certificat d'hérédité selon l'article 559 CCS ⁸ Demande d'un certificat de famille ⁹ Recherche d'héritier	Emolument II fr. 30.00 fr. 5.00 par personne Emolument II fr. 2.00 par page fr. 20.00 fr. 30.00 Emolument I Emolument I

2. **Contrôle des habitants**

Art. 18 Actes d'origine	Tarif concernant la délivrance et l'annulation des actes d'origine (RSB 123.15)
Art. 19 ¹ Séjour et établissement de Suisses	Ordonnance sur le séjour et l'établissement des Suisses (RSB 122.161)
² Séjour et établissement d'étrangers	Ordonnance concernant les taxes perçues en matière de police des étrangers (RSB 122.26)
Art. 20 ¹ Emolument de naturalisation	Loi sur le droit de cité cantonal et le droit de

	² Emolument du cours de communication dans la langue et d'intégration	<p>cité communal</p> <p>Frais facturés par le prestataire désigné par la Conférence des maires du Jura bernois et du district bilingue de Bienne</p>
	³ Emolument de traitement	Emolument I
3. Police locale		
Police sanitaire	Art. 21 ¹ Etablissement d'une fiche toxique	Ordonnance fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSB 154.21)
	² Contrôle des denrées alimentaires	Ordonnance fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSB 154.21)
	³ Désinfections	Emolument II
Hôtellerie, restauration et commerce de boissons alcooliques	Art. 22 ¹ Si les demandes sont traitées en vertu de la loi sur l'hôtellerie et la restauration (RSB 935.11), dans le cadre d'une procédure d'octroi du permis de construire:	Emoluments selon les articles 31 ss.
	² Préavis pour	
	a) l'octroi d'une autorisation d'exploitation pour la première fois	Emolument I
	b) le transfert d'une autorisation d'exploitation	Emolument I
	c) l'octroi d'une autorisation unique	Emolument I
	d) la fermeture d'un établissement et l'ordonnance d'une mesure de contrainte administrative	Emolument II
	³ Tenue de la séance de conciliation	Emolument II
	⁴ Réception et contrôle de l'exploitation	Emolument II
Commerce et artisanat	Art. 23 ¹ Préavis des requêtes en octroi d'une autorisation d'installer et d'exploiter des appareils de jeu dans les salons de jeu	Emolument I
	² Emolument annuel par appareil de jeu installé dans un salon de jeu	identique à l'émolument cantonal

³ Préavis des requêtes en octroi d'une autorisation d'installer un distributeur automatique de marchandises ou de prestations de service

Emolument I

⁴ Emolument annuel par distributeur automatique de marchandises ou de prestations de service

identique à l'émolument cantonal

⁵ Autorisation d'installer un cinéma mobile, par séance

identique à l'émolument cantonal

Utilisation des terrains publics	Art. 24 ¹ Octroi d'une autorisation (jusqu'à 10 m ² de surface pour une journée): émolument de base unique	fr 2.50 par mètre courant
	³ Emolument maximal fr. 150.00 (sans émolument de base)	
	⁴ Il n'est pas prélevé d'émolument pour les autorisations délivrées en vue de recueillir des signatures pour les initiatives et les référendums	
Certificat de bonnes moeurs	Art. 25 Certificat de bonnes vies et mœurs	fr. 15.00
Papiers d'identité	Art. 26 ¹ Recommandation pour l'obtention d'un passeport/renouvellement	fr. 10.00
	² Cartes d'identité	Ordonnance fédérale relative à la carte d'identité suisse (RS143.3)
	³ Déclaration de perte de carte d'identité	fr. 10.00
	⁴ Etablissement/prolongation d'une carte d'indigène	fr. 12.00
	⁵ Attestation annuelle de domicile sur la carte d'indigène	fr. 5.00
Bureau des objets trouvés	Art. 27 Restitution d'objets trouvés	fr. 10.00
Loto, loterie, tombola	Art. 28 Préavis des demandes d'autorisation	gratuit
Permis d'achat d'arme	Art. 29 Préavis des demandes de permis d'achat d'arme (émolument communal prélevé par la Préfecture)	Ordonnance sur l'exécution du droit fédéral sur les armes (RSB 943.511.1)
Réclame	Art. 30 Préavis des demandes d'autorisation de pose de réclames	Emolument I

4. **Constructions**

- **Demandes de permis de construire et questions préalables**

Examen provisoire formel	Art. 31 ¹ Contrôle de la complétude et de
--------------------------	---

	l'exactitude du contenu de la demande	Emolument I
	² Contrôle de gabarit	frais effectifs du contrôleur désigné par le conseil municipal
Examen provisoire formel et matériel (commune = autorité concédante)	Art. 32 ¹ Examen des vices formels et matériels manifestes	Emolument II
Examen matériel coordonné (commune = autorité concédante)	Art. 33 ¹ Examen suivant le Guide sur la nouvelle procédure d'octroi du permis de construire	Emolument II
	² Demande de rapports officiels et d'autorisations annexes	fr. 20.00 par demande
	³ Publication	frais effectifs de la Feuille officielle d'avis du district de Moutier
	⁵ Séance de conciliation	Emolument II
	⁶ Décision concernant le permis de construire	Emolument II
	⁷ Autres autorisations:	
	a) protection des eaux	Ordonnance fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSB 154.21)
	b) protection contre les incendies	frais effectifs du contrôleur désigné par le conseil municipal
	c) certificat de conformité aux normes énergétiques	frais effectifs du contrôleur désigné par le conseil municipal
	d) raccordement aux conduites d'eau	fr. 30.00
	e) raccordement à une antenne collective	fr. 30.00
Consultation et proposition	Art. 34 ¹ Examen et traitement d'oppositions	Emolument II
	² Participation à la séance de conciliation	Emolument II
	³ Proposition à l'autorité d'octroi du permis de construire	Emolument II

	⁴ Rapports officiels	conformément à l'art. 33, 7e alinéa du règlement sur les émoluments
Modification de projet / renouvellement	Art. 35 Demandes de modification de projet/demande de renouvellement du permis de construire	conformément aux étapes de la procédure /analogue à la demande d'octroi du permis
Permis de construire anticipé	Art. 36 Demande d'octroi anticipé d'un permis de construire	fr. 50.00
Début anticipé des travaux	Art. 37 Demande de début des travaux anticipé	Emolument II
<p>• Contrôle des constructions</p>		
Début des travaux	Art. 38 Annonce du début des travaux (dans une procédure de compensation des charges)	fr. 30.00
Contrôle	Art. 39 Contrôle de chantiers tels que contrôles du gabarit, de l'installation du chantier, des fers d'armature des abris, du gros oeuvre, certificat de conformité aux normes énergétiques, raccordement aux conduites d'eau et aux canalisations, police du feu, réception des abris, réception	Emolument II
Mesures	Art. 40 Mesures prises par la police des constructions: instruction de la procédure, décisions (par ex. remise en état des lieux)	Emolument II
<p>• Autres frais</p>		
Aménagement	Art. 41 Du fait d'un projet de construction: Elaboration ou modification a) d'un plan de quartier b) de la réglementation fondamentale en matière de constructions (sont réservés les accords concernant les frais passés dans le cadre d'un contrat ayant trait aux infrastructures)	Emolument II Emolument II
Projets de construction extraordinaires	Art. 42 Charges occasionnées par des	

projets de construction extraordinaires qui ne relèvent pas de la compétence d'autorisation cantonale (par ex. bâtiments militaires, bâtiments ferroviaires)

Emolument II

• **Mise à jour des parcelles cadastrales**

Travaux de mise à jour **Art. 43** Travaux de mise à jour selon l'article 38 de la loi sur la mensuration officielle du 15.1.1996 (RSB 215.341)

Tarif des émoluments du Conseil-exécutif

5. Impôts

Taxation **Art. 44** ¹ Extrait du registre des impôts/établissement d'une attestation de taxation pour des particuliers

fr. 10.00

² Recherches dans le registre/ renseignement sur la taxation fiscale

Emolument I

Estimation officielle **Art. 45** ¹ Extrait du registre des valeurs officielles (photocopie)

fr. 10.00

² Nouvelle estimation extraordinaire sous suite de frais

Emolument I

³ Notification anticipée de la valeur officielle

fr. 50.00

6. Emoluments divers

Recherches **Art. 46** Recherches dans les archives communales/plans/registres, établissement de copies

Emolument I

Travaux de secrétariat **Art. 47** Rédaction de demandes et de lettres ainsi que complètement de formulaires de tout ordre pour des particuliers

Emolument I

Caisse de compensation **Art. 48** Etablissement d'un duplicata de certificat d'assurance

conformément aux directives de l'Office des assurances sociales et de la surveillance des fondations

Encaissement **Art. 49** ¹ Sommation

fr. 20.00

² Décision

fr. 30.00

III. Dispositions transitoires et finales

Tarif des émoluments **Art. 50** ¹ Conformément au présent règlement, le conseil communal arrête dans un tarif des émoluments (ordonnance) les taux horaires de l'émolument I et de l'émolument II.

² Le conseil communal fixe, dans le tarif des émoluments, les émoluments de chancellerie (photocopies, etc.) et l'indemnisation des frais de la commune qui n'ont pas été déterminés dans le présent règlement.

³ Le conseil communal publie le tarif des émoluments.

Disposition transitoire **Art. 51** Toute personne ayant, avant l'entrée en vigueur du présent règlement, requis ou occasionné une prestation, doit des émoluments d'après l'ancien droit.

Entrée en vigueur **Art. 52** ¹ Le conseil communal fixe et publie l'entrée en vigueur du présent règlement.

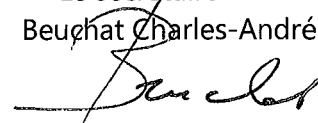
² Ce dernier abroge le règlement sur les émoluments du 29 octobre 1993 et toutes les autres prescriptions contraires.

L'assemblée municipale du 31 mai 2010 a adopté le présent règlement.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE MUNICIPALE

Le président:
Gérard Matthez

Le secrétaire
Beuqhat Charles-André

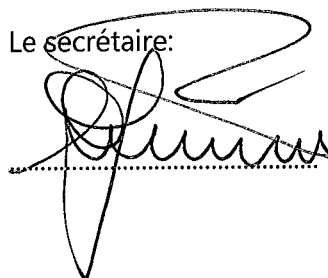


IV. Certificat de dépôt

Le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat municipal du 28 avril 2010 au 31 mai 2010.
Le dépôt public a été publié dans le n° 15 du 28 avril 2010 de la Feuille officielle d'avis de district.

Malleray, le 17 avril 2012

Le secrétaire:

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom, positioned below the text 'Le secrétaire:'. The signature is written over a dotted horizontal line.